

Israël : la politique du fait accompli est devenue un argument électoral

11 septembre 2019



En annonçant qu'il décrèterait l'annexion de la vallée du Jourdain s'il gagnait les élections du 17 septembre prochain, Benjamin Netanyahu, Premier ministre du gouvernement israélien candidat à sa propre succession, a transformé en argument électoral une politique qui est à l'œuvre sur le terrain depuis des décennies.

Autrefois grenier à blé de la Palestine et principale ressource en eau, la vallée du Jourdain est massivement colonisée par Israël depuis des années, ses habitants en sont chassés ou vivent dans une extrême précarité, les villages restants asséchés et privés de toute ressource. Il faudrait beaucoup d'aveuglement pour ne pas voir que la politique de colonisation menée par Israël, par tous ses gouvernements successifs, a pour but de conquérir le maximum de territoire et d'en chasser les Palestiniens.

Le parti des colons occupe maintenant une place centrale dans la vie politique israélienne. Netanyahu

promet l'annexion d'une grande partie de la Cisjordanie, en commençant par la vallée du Jourdain, son adversaire Benny Gantz promet qu'aucune colonie ne sera démantelée. Et dans ce concert politique pré-électoral, les adversaires de la colonisation ne sont guère audibles.

Lors de la dernière Conférence des ambassadeurs et ambassadrices, le président de la République a déclaré que « le statu quo ne fonctionne pas et n'est pas soutenable » et que « avec quelques-uns de nos alliés, il va falloir travailler de manière innovante pour trouver une solution utile et nous n'y sommes pas ». L'Association France Palestine Solidarité tient à rappeler à cette occasion qu'il n'existe de « solution utile » que fondée sur le refus des faits accomplis et de la loi du plus fort, ainsi que sur le respect du droit international : aucun territoire ne peut être conquis par la force.

Nous attendons de la France et de l'Europe qu'elles le rappellent avec la plus grande fermeté, et qu'elles passent très vite de la parole aux actes pour contraindre l'État d'Israël à respecter le droit.

Le Bureau national de l'AFPS, 11 septembre 2019

Lire aussi : [Sur le site de l'AFPS](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Qui sommes-nous ?](#) > [Les membres](#) >
- Adresse de cet article :
<https://plateforme-palestine.org/Israel-la-politique-du-fait-accompli-est-devenue-un-argument-electoral>